



ÉDUCATION
Pourquoi il faut
enfin réformer
le baccalauréat

Pourquoi il faut enfin réformer le baccalauréat

Le programme d'Emmanuel Macron prévoit une épreuve resserrée autour de « quatre matières obligatoires à l'examen final », le reste relevant du contrôle continu.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION « Depuis sa création en 1808, le baccalauréat est un repère essentiel de notre système éducatif et de la société tout entière », écrit le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, dans le dossier de présentation du baccalauréat 2017. Le coup d'envoi est donné ce jeudi avec la philosophie, traditionnelle discipline d'ouverture. Car le bac est une affaire de traditions.

Le nouveau ministre devra en orchestrer la réforme, conformément au programme présidentiel d'Emmanuel Macron, qui prévoit un baccalauréat resserré autour de « quatre matières obligatoires à l'examen final », le reste relevant du contrôle continu. Avant de lancer sur ce dossier brûlant les indispensables consultations, Jean-Michel Blanquer, en fin connaisseur du système, se pose en « défenseur inconditionnel » du baccalauréat. Il n'est « pas menacé de disparition », a-t-il réaffirmé le 5 juin sur France Culture. Mais l'examen est-il toujours ce rite initiatique, cette première marche vers les études supérieures ? Entre les 31 bacheliers de 1809 et les 715210 de la session 2016 (dont un quart dans la filière S), les temps ont bien changé. La promesse de 80 % d'une classe d'âge au bac, faite en 1985 par Jean-Pierre Chevènement, est en passe d'être tenue (*).

« Pour l'heure, nous avons quelques annonces et beaucoup de spéculations », observe Gérard Pommier, le président

de la Peep (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public). Il est parfaitement normal que l'examen évolue. » De l'avis de tous, des fédérations de parents aux syndicats d'enseignants, de la droite à la gauche, il faut simplifier cette machine infernale qui, chaque année, poursuit sa fuite en avant en s'enrichissant de nouvelles épreuves et options. Trop complexe, trop cher, trop lourd ! Événement majeur du calendrier éducatif, auquel le pays est suspendu, le bac laisse les élèves non candidats désœuvrés dès la mi-juin, à cause de l'organisation des épreuves.

Pour le ministre de l'Éducation, l'objectif n'est pas tant de simplifier que de « remuscler ce baccalauréat pour lui donner plus de sens ». Au fil des années, l'examen perd toujours plus de terrain au profit du processus d'orientation « APB » qui se joue en parallèle. Une absurdité que tous les acteurs de la communauté éducative dénoncent. Tout ce monde s'entend aussi pour demander, à l'occasion de cette réforme, une réflexion générale sur l'orientation, ce que l'on appelle dans le jargon « le bac-3/bac+3 », l'orientation de la classe de seconde à la première année de licence.

Voilà donc pour les objectifs. Et le rationnel. Car le sujet bac est potentiellement inflammable. Il y a d'abord ces professeurs qui seraient fâchés de voir leurs disciplines rayées de la liste des épreuves terminales. Du côté des syndicats, on reste attaché au principe d'examen final et national, garant d'une

équité sur le territoire. « Le contrôle continu risque de rendre les résultats du bac illisibles ! », estime, au Snes, Valérie Sipahimalani. Elle observe déjà ce travers pour le bac professionnel, qui ne comporte que peu d'épreuves terminales. Quelles seront les « quatre matières obligatoires » promises par Emmanuel Macron ? Il faudra les définir pour chacune des trois filières du bac général et des huit séries du bac technologique. Lourde tâche. En 2009, dans le cadre de la réforme du lycée menée par le ministre Luc Chatel, l'épreuve d'histoire-géographie avait été déplacée de la terminale à la classe de première, pour les élèves de la filière S, afin de les recentrer sur les sciences. Une décision qui avait suscité un tollé, et sur laquelle la gauche, arrivée aux commandes en 2012, était revenue.

Dans cette réforme du bac, sera-t-il question à nouveau du lycée « modulaire » - qui avait précipité la chute du ministre Darcos en 2008 -, un lycée fait de parcours individualisés, à l'anglo-saxonne ? Un concept fortement combattu par le Snes, syndicat majoritaire du second degré. Le programme du président Macron prévoit, lui, de « rendre possible de nouveaux parcours, qui prépareront mieux à la poursuite d'études et à l'insertion professionnelle ». Tout reste donc à préciser... L'entourage du ministre indique déjà que le bac 2018 restera inchangé. ■

* 78,8 % en 2016.



► 15 juin 2017 - N°22658



Passage du bac de philo
au lycée Clemenceau, à Nantes.
STEPHANE MAHE/REUTERS